

Afin d'ouvrir la voie à la négociation d'une convention sur les armes chimiques à la CD, le Canada a défriché le terrain et effectué d'importants travaux sur la question de l'utilisation de ces armes. Parmi ces travaux, citons notamment une série d'études sur l'utilisation possible d'armes chimiques en Asie du Sud-Est entreprise par le professeur Bruno Schiefer de l'Université de la Saskatchewan, une compilation d'entrevues avec des victimes présumées de l'utilisation de ces armes et une étude du phénomène des « pluies jaunes ». Tous ces documents ont été présentés au secrétaire général des Nations Unies.

Le Canada s'emploie par ailleurs à surmonter les importants obstacles d'ordre politique et technique qui se dressent sur la voie d'une interdiction complète des essais, dont, et non le moindre, la vérification d'un éventuel traité. Pour l'instant, on ne s'entend guère sur les capacités techniques voulues pour détecter des événements sismiques particuliers et en déterminer la nature exacte. Le Canada a participé activement aux travaux du Groupe d'experts sismologues de la CD, le gouvernement ayant affecté des ressources humaines et financières considérables au ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources pour assurer la représentation du Canada au sein du Groupe et la modernisation de l'équipement sismologique canadien.

En 1984, le Canada était l'une des 40 nations participant à un Échange international de données sismologiques destiné à déterminer la portée et la capacité d'une vérification sismologique d'un traité d'interdiction complète des essais. Le Canada a fourni 15 p. 100 des données recueillies à cette occasion. Il est largement reconnu que le Canada possède certains des principaux experts mondiaux dans ce domaine, de même que certains des équipements les plus perfectionnés disponibles à cette fin. La capacité de vérifier une interdiction complète des essais est essentielle à la négociation éventuelle d'un traité sur ce plan.

L'espace extra-atmosphérique constitue un autre point important de l'ordre du jour de la CD. À cet égard, Spar Aerospace a effectué une étude, commandée par les Affaires extérieures, sur la faisabilité de la télédétection d'espace à espace pour déceler les fonctions d'un satellite inconnu. Les résultats de cette étude permettront de déterminer avec précision quelles mesures de vérification sont nécessaires et possibles dans la teneur d'un éventuel traité interdisant l'utilisation d'armes dans l'espace.